

"ASSOCIATION  
LA MINOTERIE"

Siège social :  
75 Avenue Jean Jaurès  
21000 DIJON

- : -

**RAPPORT DU COMMISSAIRE  
AUX COMPTES**

**Exercice clos le 31.12.2025**

"ASSOCIATION LA MINOTERIE"

Siège social :

75 Avenue Jean Jaurès

21000 DIJON

- : -

**RAPPORT DU COMMISSAIRE-AUX-COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

-:-:-

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE-AUX-COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

-:-:-

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025**

"ASSOCIATION LA MINOTERIE"

Siège social :

75 Avenue Jean Jaurès  
21000 DIJON

- : -

**RAPPORT DU COMMISSAIRE-AUX-COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

-:-:-

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025**

"ASSOCIATION LA MINOTERIE"

Siège social :

75 Avenue Jean Jaurès  
21000 DIJON

- : -

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE**

### **AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025**

Aux membres,

#### **OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **La Minoterie** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **FONDEMENT DE L'OPINION**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

.../...

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incidence de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposé dans la note « Changements de méthodes » de l'annexe des comptes annuels.

### **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les subventions perçues par votre Association s'élèvent à 673 759 € au 31 décembre 2025. Nous avons vérifié la conformité de ces dernières avec les conventions souscrites auprès des tiers financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport morale et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

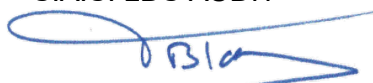
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Fontaine-Lès-Dijon,  
Le 18 mai 2026

Le Commissaire-aux-Comptes,  
S.A.S. LDS AUDIT



**Thomas BLANC**

## **ANNEXE**

### **Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

Postes	Brut	Amort. & dépréc.	Net 31/12/2025	Net 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	7 497	7 497		
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillage industriels	107 681	68 682	38 999	37 434
Autres immobilisations corporelles	58 841	52 083	6 758	2 281
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations et créances rattachées				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (II)</b>	<b>174 034</b>	<b>128 262</b>	<b>45 772</b>	<b>39 730</b>
<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				
<b>CRÉANCES</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	45 722		45 722	59 163
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	57 894		57 894	64 399
Charges constatées d'avance	9 965		9 965	4 577
<b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>				
Actions propres				
Autres titres				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	306 876		306 876	340 727
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (III)</b>	<b>420 456</b>		<b>420 456</b>	<b>468 865</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif (VI)				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>594 490</b>	<b>128 262</b>	<b>466 228</b>	<b>508 596</b>



Bilan passif

Postes	31/12/2025	31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droits de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
<b>RÉSERVES</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité		
Autres réserves	253 935	253 935
Report à nouveau	20 544	-4 470
Excédent ou déficit de l'exercice	-21 910	25 014
<b>SITUATION NETTE (SOUS-TOTAL)</b>	<b>252 569</b>	<b>274 479</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	8 377	2 662
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>260 946</b>	<b>277 141</b>
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS OU DÉDIÉS (II)</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	77 115	101 681
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>	<b>77 115</b>	<b>101 681</b>
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 652	65 700
Dettes fiscales et sociales	59 055	48 349
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	15 459	15 725
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>128 167</b>	<b>129 774</b>
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif (V)		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>466 228</b>	<b>508 596</b>

Compte de résultat

Postes	2025	2024
<strong>PRODUITS D'EXPLOITATION</strong>		
Cotisations	35	45
Ventes de biens	853	2 341
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	167 093	200 756
Dont parrainages	73 803	88 270
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	673 759	708 255
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	5	
Mécénat		
Legs, donations et assurance-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	26 856	6 330
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	64 137	57 765
Autres produits	42	8
<strong>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</strong>	<strong>932 780</strong>	<strong>975 500</strong>
<strong>CHARGES D'EXPLOITATION</strong>		
Achats de marchandises	335	840
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	385 034	338 218
Aides financières		71 361
Impôts, taxes, et versements assimilés	13 329	9 716
Salaires	348 845	326 219
Cotisations sociales	126 173	117 475
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 804	30 433
Dotations aux provisions		
Valeurs comptables des immobilisations incorp. et corp. cédées		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	12 101	11 339
<strong>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</strong>	<strong>893 621</strong>	<strong>905 602</strong>
<strong>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</strong>	<strong>39 159</strong>	<strong>69 899</strong>
<strong>PRODUITS FINANCIERS</strong>		
De participations	5 358	11 553
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		0
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
<strong>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</strong>	<strong>5 358</strong>	<strong>11 554</strong>
<strong>CHARGES FINANCIÈRES</strong>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	66 427	64 137
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

Postes	2025	2024
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)	66 427	64 137
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-61 069	-52 583
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-21 910	17 315
Produits exceptionnels (V)		7 714
Charges exceptionnelles (VI)		15
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		7 698
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	938 138	994 768
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	960 048	969 754
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-21 910	25 014
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	218 757	218 757
Bénévolat		
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	218 757	218 757
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	218 757	218 757
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	218 757	218 757

# Annexe



# Préambule

## Introduction

### Introduction à l'annexe

L'exercice comptable clos le **31/12/2025** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2024** à **31/12/2024**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **466 228,19 €**.

Le résultat net comptable est **une perte** de **-21 909,72 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

# Principes et méthodes comptables

## Règlement comptable

### Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022.
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC n°2022-06 ;
- Indépendance des exercices.

## Liste des méthodes

### Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
<b>Bâtiments, installations et agencements</b>	
Bâtiments commerciaux	
Bureaux	
Agencements	
Mobilier	
Travaux	
<b>Matériel et outillage</b>	
Matériel	3 à 5 ans
Outillage	3 à 5 ans
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
<b>Immobilisations incorporelles</b>	
Logiciels	
Brevets	
Autres	

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Subventions

Inscription proratisée :

L'ensemble des subventions allouées à l'Association La Minoterie concernent des subventions de fonctionnement liées à l'exploitation normale de l'Association. Ces subventions sont comptabilisées dans des comptes propres à chaque financeur, par l'utilisation de la subdivision 74 "Subventions d'exploitation".

En fonction des dépenses engagées durant l'exercice, il est neutralisé lors de l'inventaire des comptes une partie de ces subventions par le biais d'un produit constaté d'avance ou par le biais de fonds dédiés (neutralisation des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, et qui n'ont pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard).

Dans le cas où les dépenses subventionnables ne seraient pas atteintes, une provision pour risque de reversement peut être comptabilisée.

Les financeurs de l'activité de l'Association, au titre de l'exercice, sont :

- Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne Franche Comté pour 254 607€
- Conseil Régional de Bourgogne Franche Comté pour 110 000 €
- Conseil Départemental de Côte d'Or pour 11 460 €
- Ville de Dijon pour 286 000 €
- Centre National du Livre pour 2 000 €
- Délégation Régionale académique à la jeunesse et aux sports 4 500 €
- Onda pour 727,32 €
- FONPEPS 2 500 €

Indemnité de départ à la retraite

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle (la recommandation ANC 2013-02), en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité,

puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle.

Ces engagements font l'objet de provisions au passif du bilan. La méthode de calcul retenue est la méthode 1 conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n° 2003-R.01.

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 10 688,48 €.

Cet engagement a été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux d'actualisation 3,60 %

Départ volontaire à 62 ans

L'association LA MINOTERIE n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

## Complément d'informations

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

### L'objet social de l'entité :

Arts du spectacle vivant

### La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Création, production et diffusion des spectacles de la compagnie en région et dans toute la France.

### Les moyens mis en oeuvre :

Equipe salariée (permanents et intermittents), bureau, salle de répétition et lieu de stockage mis à disposition par la Ville de Dijon.

## Changements de méthodes

### Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, pour tout exercice ouvert à compter du 1er janvier 2025, **LA MINOTERIE** présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

Les comptes de transferts de charges au titre de l'exercice 2024 figurant sur la ligne "Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions" sont relatifs à des aides à l'emploi pour 1 890 €. Au titre de l'exercice 2025, ces sommes sont inscrites dans le compte 740100 "Aides au services civiques" pour un montant de 1 303,34 € et figurent sur la ligne "Concours publics et subventions d'exploitation".

La quote-part de subvention d'investissement au titre de l'exercice 2024 figure sur la ligne "Produits exceptionnels" pour un montant de 7 013,30 €.

Au titre de l'exercice 2025, le montant est de 661,63 € et figure sur la ligne "Concours publics et subventions d'exploitation".

Les libéralités reçues au titre de l'exercice 2024 figurent sur la ligne "Produits exceptionnels" pour un montant de 685 €. Au titre de l'exercice 2025, le montant est de 5 € et figure sur la ligne "Dons manuels".



Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l'actif

Mouvements des postes d'immobilisations

Rubriques	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Concessions, brevets & licences	8 295		798	7 497
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	100 651	7 029		107 681
Autres immobilisations corporelles	53 934	6 816	1 909	58 841
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés	15			15
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	162 895	13 845	2 707	174 034

(A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent  
(B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

Amortissements et dépréciations

Amortissements	Durée d'utilisation	Mode d'amortissement	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement et de R&D			8 295		798	7 497
Concessions, brevets & licences						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage			63 218	5 464		68 682
Autres immobilisations corporelles			51 653	2 339	1 909	52 083
Immo. en cours, avances et acomptes						
Immobilisations financières						
Participations						
Créances rattachées à des participations						
Titres immobilisés						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL			123 165	7 804	2 707	128 262

Dépréciations	Brut à l'ouverture de l'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Brut à la clôture de l'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de R&D				
Concessions, brevets & licences				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immo. en cours, avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Matières premières				
En-cours de production (biens et services)				
Produits finis				
Marchandises				
Avances et acomptes				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances				
Charges constatées d'avance				
Capital souscrit - appelé non versé				
TOTAL				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent  
(B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice  
(D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients	46 273	46 273		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. sociaux	405	405		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	33 646	33 646		
Autres impôts				
Divers	22 000	22 000		
Groupes et associés				
Débiteurs divers	1 843	1 843		
Charges constatées d'avance	9 965	9 965		
TOTAL	114 132	114 132		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

État des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant	Commentaire
Charges constatées d'avance	9 965	
TOTAL	9 965	

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Réduction	Fin d'exercice
Situation nette					
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	253 935				253 935
Report à nouveau	- 4 470		25 014		20 544
Excédent ou déficit de l'exercice	25 014		NaN	51 372	- 26 358
TOTAL	274 479		25 014	51 372	248 121
Autres					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 662		6 377	662	
Provisions réglementées					
TOTAL	2 662		6 377	662	
TOTAL GÉNÉRAL	277 141		31 391	52 033	248 121

Fonds dédiés

Rubriques	Début d'exercice	Reports	Utilisations montant global	Utilisations dont rembours.	Transferts (A)	Cloture Montant global (B)	Clôture projets sans dépense
Subventions d'exploitation							
DRAC 2024	44 941		44 941				
DREETS 2024	4 064		4 064				
DRAJES 2024	7 355		7 355				
REGION 2024	5 448		5 448				
DEPARTEMENT COTE D'OR 2024	2 330		2 330				
DRAC 2025					62 967		
DRAJES 2025					2 000		
DEPARTEMENT COTE D'OR 2025					1 460		
TOTAL	64 137		64 137		66 427		
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	64 137		64 137		66 427		

Provisions

Nature de la provision	À l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non- utilisées	À la clôture de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour charges	101 681	66 427	90 993		77 115
TOTAL	101 681	66 427	90 993		77 115

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux étab. de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	53 652	53 652		
Personnel et comptes rattachés	24 620	24 620		
Sécurité Sociale et autres org. sociaux	30 953	30 953		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	6 938	6 938		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	992	992		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	15 459	15 459		
TOTAL	132 615	132 615		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	15 459	
TOTAL	15 459	

Informations relatives au compte de résultat

État des charges à payer et des produits à recevoir

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parvenues	17 761	
Personnel - Dettes provisionnées pour congés à payer	24 620	
Organismes sociaux - Charges sociales sur congés payés	9 197	
TOTAL	51 578	

Produits à recevoir	Montant	Commentaire
Organismes sociaux - Produits à recevoir	289	
TOTAL	289	

Mise à disposition gratuite des biens

Valorisation des contributions volontaires :

L'Association a valorisé les contributions volontaires pour la mise à disposition des locaux par la Ville de Dijon. Ces contributions s'élèvent à :

- 205 275 € pour les locaux "La Minoterie"
- 13 482 € pour un appartement situé Boulevard des Bourroches à Dijon

Ces informations ont été fournies par la Ville de Dijon.

Elles ne représentent aucun flux financier pour l'Association.

"ASSOCIATION LA MINOTERIE"

Siège social :

75 Avenue Jean Jaurès  
21000 DIJON

- : -

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

-:-:-

**Exercice du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025**

"ASSOCIATION LA MINOTERIE"

Siège social :

75 Avenue Jean Jaurès

21000 DIJON

- : -

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice  
clos le 31 décembre 2025**

Aux membres,

En notre qualité de Commissaire-aux-comptes de votre association, nous vous présentons  
notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été  
données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons  
été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous  
prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il  
vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier  
l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la  
doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes relative  
à cette mission.

.../...

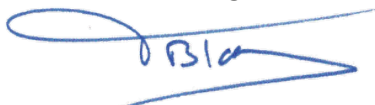


**CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à Fontaine-Lès-Dijon,  
Le 18 mai 2026

Le Commissaire-aux-Comptes  
S.A.S. LDS AUDIT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'T. Blanc', with a stylized flourish extending to the right.

**Thomas BLANC**